

## POSTFACE

Luiz Carlos Bresser-Pereira

Postface à le livre de Pierre Salama, *Dollarisation e Desindustrialization: les Effet Pervers des Politiques d'Ajustement* (novembre 1988).

Dans *Dollarization et Désindustrialisation* Pierre Salama analyse avec clarté et précision les conséquences pervers d'une dette externe excessive sur les économies internes des pays endettés du Tiers Monde. La dollarization, discuté dans le premier chapitre, est plutôt le résultat desestructurateur de la dette externe sur les économies de ces pays. Une des conséquences par excellence de la crise de la dette - à coté de la stagation économique - est la accélération du taux d'inflation. Et cette acceleration mène les économies nationales à la dollarisation, cet à dire, à la substitution de la monnaie du pays par le dollar, ou, plus génériquement, pour une devise forte. Ce processus de dollarisation represente une perte de souveraineté nationale, donné le fait que l'unité de la monnaie nationale est une caractéristique essentielle des Etats-nations. Les possibilités d'une politique économique autonome en appui aux intérêts économique nationales devienne chaque fois plus faible avec la dollarisation.

Mais la dollarisation n'est qu'un des effets pervers d'une dette excessive. Si le question de la dette se bornait à un problème de liquidité, comme veuille la strategie officielle des pays créditeurs sur la leadership des Etats Unis - *the muddling through approach* -, le processus d'ajustement qui ont subi les pays débiteurs depuis 1982 aurait resolu le problème. Mais, en verité, la crise de la dette est un problème de solvabilité. Donc les efforts d'ajustement sont incapable de faire retourner au chemin de la croissance et de la stabilité des prix les pays endettés.

D'un coté la dette excessive mène à colossales transférences réelles de recours, qui necessairement font baisser les taux d'épargne et d'investissement. Comme conséquence, l'économie entre dans un régime de semi-stagnation, tandis que la capacité d'exportation du pays endetté, que devrait augmenter, diminue.

D'autre coté, comme la dette est, ou devienne pendant la crise, essentiellement publique, le service de la dette est une dépense publique, qui contribue directement vers l'augmentation de déficit public. Les dévalorisations réelles de la monnaie nationale vis à vis le dollar ont le même résultat: croissance du déficit public. Et enfin l'augmentation de taux d'inflation provoque la diminution de la recette publique à travers l'effet Oliveira-Tandi - la perte réelle causé par l'intervalle entre le moment d'incidence de l'impôt et le moment de son paiement.

Le résultat final de tous ces effets pervers d'une dette excessive sont que les efforts d'ajustement deviennent *self-defeating*. Le plus le pays essaie de s'ajuster, le plus il s'effondre dans la crise fiscale, l'inflation et la stagnation économique.

Ce fait, qui peut être démontré théoriquement, a sa confirmation dans la pratique. Dans les années 80, tandis les pays du Centre capitaliste continuent à se développer d'une manière satisfaisante - six ans de croissance modérée mais ferme -, les pays endettés connaissent une permanente crise économique, qui menace de devenir une crise politique. Au début des années 80 cette crise de la dette a contribué vers la faillite des régimes autoritaires dans beaucoup de ces pays. Maintenant, la même crise déstabilise les nouvelles démocraties, faisant renaître les fantômes du populisme et de l'autoritarisme.

Tous ces questions sont très bien examinées dans ce livre. Mais le problème est savoir si il'y a ou non une sortie pour cette crise de la dette. Serait la stagnation et l'inflation conséquences nécessaires du sousdéveloppement, de la dépendance vers le centre capitaliste? Serait la dette la forme nouvelle de laquelle se revêt la dominance impérialiste sur les pays de la périphérie capitaliste - une forme que les condamne à le sousdéveloppement?

Je ne crois pas dans cette théorie, qui, d'ailleurs, n'est pas présente dans ce livre de Pierre Salama. Il n'y a pas aucune doute que pour les pays centraux la priorité est la santé

financière de ses banques. C'est ça qui explique la stratégie de retarder la solution de la crise des pays endettés représenté par le *muddling through approach*. Mais maintenant le danger d'une crise financière internationale est passé. Les banques - avec l'exception de quelques banques américaines et anglaises - ont établi grandes réserves; ils sont bien défendus en relation à la dette. D'autre côté les pays centraux perdent chaque année milliards de dollars d'exportation vers les pays endettés. Donc, une solution pour le problème de la dette est probablement prochaine.

Quelle sera cette solution? Je crois qu'elle sera basée dans le principe de la "securitization", c'est à dire, dans la transformation de la présente dette en nouveaux titres qui capturent le décompte existant dans le marché financier secondaire. Ces nouveaux titres devront avoir la garantie des gouvernements des pays centraux, à travers du FMI et de la Banque Mondiale.

Pour quoi cette solution globale pour le problème de la dette externe n'a pas encore été adoptée? Parce que le gouvernement des États Unis s'oppose, préoccupé avec la débilite financière de quelques-unes de ses banques, et parce que les pays débiteurs ne font pas la pression nécessaire: les élites bourgeoises de ces pays et les gouvernements qui les représentent, d'une part ont peur d'éventuelles rétaliation des pays créditeurs, et d'autre part supposent que la confrontation nécessaire avec les banques - les mesures unilatérales de suspension de paiement d'intérêts - empêchera la future intégration des pays endettés dans le Premier Monde. Ces élites ne comprennent pas que cette intégration ne dépend pas de la bonne volonté des banques, mais de la croissance et la stabilité des prix dans chaque pays endetté.

En vérité je dirai que les élites des pays créditeurs sont plus disposés à admettre l'inévitable et nécessaire réduction de la dette que les élites des pays débiteurs. Est-ce qu'il s'agit d'un paradoxe? Je ne crois pas. Peut-être le principal problème du sous-développement est la subordination culturelle et politique de ses élites dirigeantes. Dans chaque étape de l'histoire cette subordination prend une forme différente, mais, malheureusement, elle est toujours présente.